

Monsieur le Premier Ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75007 Paris

Le 27 décembre 2024

Le collectif Parents & Citoyens France
et les Cosignataires de la Lettre Ouverte
mail : parents.citoyens.france@gmail.com

Objet : Lettre Ouverte au Ministre de la Santé et de l'Accès aux Soins – Demande d'appui

Monsieur le Premier Ministre,

Alors que l'année 2025 annonce dès les premiers mois l'acmé d'un chaos que nous ne connaissons que rarement, notre pays semble malgré tout décidé à s'enfoncer, contre vents et marées dans un immobilisme et un jusqu'au-boutisme rappelant des errances passées qui se finirent en désastres d'ampleur nationale.

Poussées par un aveuglement, un refus de remise en question, portées aux nues par une forme de sacro-sainte impunité, de supériorité morale, nos autorités sanitaires poussent toujours plus loin l'immuable doctrine du tout vaccinal, sans la moindre possibilité de réflexion ou de questionnement.

Subséquentement, s'ajoutent en 2025 des injections supplémentaires (décret publié le 18 décembre) pour nos plus jeunes futurs citoyens, sans questionnement sur les effets cocktail, ni quelconque consentement individuel.

Pourtant, nul besoin de porter loin nos investigations, pour constater que toutes ces questions font rage outre-Atlantique. Ces débats existent, car de trop nombreuses questions sur ces injections restent aujourd'hui encore non élucidées. Questions jusqu'à aujourd'hui jetées sous un tapis, car demandant le courage de remettre en cause un dogme depuis longtemps installé.

Ainsi, les États-Unis, sous la future présidence annoncée, souhaitent régler toutes ces questions, et ainsi frapper d'anathème le voile abscons qui, jusqu'à aujourd'hui, recouvre d'obscurantisme tout un pan de la médecine traditionnelle. Nous empresser dans cette voie sans attendre les résultats de ces enquêtes semble, au mieux inconscient, et au pire malveillant, aucune urgence ne justifiant ces nouvelles injonctions médicales.

Le collectif Parents & Citoyens France s'en est exprimé par une Lettre Ouverte postée par de nombreux cosignataires et des milliers de citoyens au Ministre de la Santé et de l'Accès aux Soins.

Par conséquent, **une temporisation de ces décisions, au nom du principe de précaution, sans pour autant remettre en cause le modèle actuel**, est une mesure de bon sens. Le temps de l'analyse s'ouvre, il devra être suivi de la réflexion qui s'imposera tout naturellement. Une fois ces questions réellement tranchées, loin des tractations occultes d'arrière-cour, **la santé et la liberté de nos enfants devra être remise sur le devant de la scène.**

Le collectif Parents & Citoyens France et les Cosignataires de la Lettre Ouverte